

COP15 biodiversité ou comment protéger l'environnement et garantir les droits humains

À Montréal, a eu lieu la 15e Conférence des Nations Unies pour la biodiversité (COP15), du 07 décembre au 19 décembre. Le principal enjeu, vieux comme le monde, est de savoir comment les hommes et la nature peuvent cohabiter en harmonie, sans violer leurs droits respectifs. Alma Mater vous propose un compte rendu d'un essentiel débat dans la préservation de la biodiversité et des peuples autochtones.

Des objectifs qui divisent

Une alliance des voix des peuples autochtones, notamment le Forum International Autochtone de la Biodiversité (Fiab), a réclamé une meilleure gestion et préservation de la biodiversité, qui, très souvent, va à l'encontre de leur mode de vie. Ils ont dénoncé un manque de considération des grandes puissances mondiales, qui profitent pleinement d'un système. Dans l'accord final du 19 décembre, les membres de la Fiab ont exigé des décisions au langage clair, protégeant leurs droits.

La coprésidente du Fiab et Massaï, Lucy Mulenkei, souhaite une approche plus centrée sur les droits de l'homme. Le texte discuté qui mentionne les droits humains de ces peuples, reste encore à définir, notamment concernant les termes employés. Même si l'Union européenne défend l'inclusion de ces communautés locales dans les projets à venir, certains États comme le Brésil et le Paraguay souhaitent les écarter, laissant place à des interprétations préjudiciables pour ces peuples.

L'homme face à la nature

La principale initiative débattue pendant cette conférence est celle du 30×30 dont l'objectif est de protéger 30 % de la surface de la Terre en créant des aires naturelles et des parcs protégés. Les espèces animales et végétations qui s'y trouvent sont donc sauvegardés des braconnages et la déforestation. Le problème étant, que lors de leur construction, les instances gouvernementales ou encore les ONG chassent des peuples présents sur les lieux depuis des siècles.

Selon l'ONG Minority Rights Group, près de vingt personnes de la famille batwa ont été tuées : des femmes violées, et plusieurs centaines déplacées de force après l'incendie de leurs villages par des soldats, depuis 2019. Tout se passe en République du Congo où le peuple est expulsé du parc national du Kahuzi-Biega, classé par l'Unesco pour protéger les derniers gorilles des plaines. Pour le chef Mbuwa Kalimba Bachirembera, ces soldats « sont envoyés par l'Agence congolaise de conservation pour nous chasser de nos terres ancestrales. ». Les autochtones réclament des explications par les nombreux donateurs, notamment par l'Allemagne qui a formé des gardes.

Selon le Fiab, c'est donc tout un système qu'il faut repenser, dans lequel les autochtones ne seront plus chassés, au prix légitime, de la préservation de la biodiversité. Car, en réalité, ces expulsions forcées créeraient des zones de chasses gardées privées et des zones de safaris qui seraient plus profitables, économiquement, qu'environnementalement et humainement.

Baya DRISSI

2954 caractères

https://www.ouest-france.fr/environnement/biodiversite/cop15-les-indigenes-contre-une-conservation-coloniale-de-la-nature-78a94f50-7912-11ed-a535-0b8b02f1fff6#error=login_required&state=65cd767f-6a2d-4337-8f6a-4f7b08cd05cf

<https://www.rfi.fr/fr/environnement/20221212-cop15-%C3%A0-montr%C3%A9-les-peuples-autochtones-veulent-avoir-voix-au-chapitre>

<https://ici.radio-canada.ca/espaces-autochtones/1940744/autochtone-cop15-environnement-bresil-lula-petrole>

<https://information.tv5monde.com/info/peuples-autochtones-la-cop15-nous-ne-sommes-pas-que-des-victimes-de-l-environnement-nous-sommes>